



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 21/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORSKE SKOG

Route Jean Charles Pellerin
BP 109
CEDEX 88194
88190 Golbey

Références : S-22-1143RP

Code AIOT : 0006202274

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2022 dans l'établissement NORSKE SKOG implanté Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey. L'inspection a été annoncée le 20/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a été réalisée dans le cadre du contrôle du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 012/2021/DREAL/UD88 du 26 janvier 2021 et portait en conséquence sur les conditions de fonctionnement de l'unité de co-incinération (chaudière CH2).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORSKE SKOG
- Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey
- Code AIOT : 0006202274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La papeterie NSG fabrique du papier journal à base de bois et de papier recyclé. Pour répondre à une partie de ses besoins en énergie, la papeterie a recours à une chaudière de co-incinération qui brûle du bois de catégorie B et des boues papetières (chaudière CH2).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions de fonctionnement de l'unité de co-incinération.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesure de température de combustion	Arrêté Préfectoral du 28/06/2006, article 9.4.6.2	/	Sans objet
2	température minimale du foyer	AP de Mise en Demeure du 26/01/2021, article premier	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a permis de vérifier le respect des dispositions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure de température de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2006, article 9.4.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les installations de co-incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion. La température doit être mesurée en continu.</p>
Constats : L'exploitant a justifié par la fourniture du rapport Valmet MF00198981 du 04 février 2021 que la conception de l'installation permet de garantir le maintien des gaz de combustion à température supérieure à 850 °C pendant une durée de plus de 2 secondes. L'installation est équipée de sondes mesurant la température en continue. Ces sondes sont cependant situées en aval du foyer et mesure donc une température inférieure à 850 °C. L'exploitant a défini un indicateur T2S calculé en continu à partir des paramètres de fonctionnement de l'installation et des valeurs de sondes de température. C'est cet indicateur qui fait office de suivi en continue de la température du foyer et qui commande les organes de maintien en température. L'inspecteur considère donc que cet indicateur est représentatif de la chambre de combustion.
Observations : Le suivi de l'indicateur T2S permet d'observer l'occurrence d'artefacts, à l'origine de perturbations dans l'exploitation de l'installation (baisse brusque déclenchant l'arrêt de l'alimentation en déchets). Il appartient à l'exploitant de chercher à fiabiliser cet indicateur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Température minimale du foyer

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2021, article premier
Thème(s) : Risques chroniques, rejets dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société NORSKE SKOG GOLBEY [...] est mise en demeure [...] de respecter les dispositions de l'article 9.4.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 1590/2006 du 28 juin 2006. Pour ce faire, l'exploitant doit : [...] <ul style="list-style-type: none">• assurer une température minimale de 850 °C dans le foyer de l'unité de co-incinération avant toute introduction de déchets et d'assurer en permanence la température de 850 °C pendant des phases de démarrage et d'extinction et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion, sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Le contrôle des relevés des paramètres de suivi de l'installation en continu (T2S, consommation en gaz, vitesse du convoyeur d'alimentation en combustible) des 04 et 07 novembre 2022 permettent de vérifier : - que l'atteinte du seuil adéquat de l'indicateur T2S commande le démarrage de l'introduction des déchets dans l'unité de co-incinération ; - que le passage de l'indicateur T2S sous un seuil de 900 °C commande le démarrage d'un brûleur d'appoint au gaz. Le document "mémoire en réponse à la mise en demeure DREAL du 26/01/2021" indique par ailleurs l'automatisation du fonctionnement du brûleur gaz lors des phases d'arrêt pendant 30 min. Cette durée de 30 min est justifiée par l'exploitant par l'absence de résidus de déchets imbrulés dans la vidange du lit fluidisée au bout de ces 30 minutes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet